Études de communication
langages, information, médiations

34 | 2010
Normes et écriture de l'organisation

Récit et légitimation : les États-Unis en guerre contre le terrorisme (2001-2004)

Storytelling and the War on Terror (2001–2004)

Joseph Belletante

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/edc/1790
DOI : 10.4000/edc.1790
ISSN : 2101-0366

Éditeur
Université de Lille

Édition imprimée
Date de publication : 1 juin 2010
Pagination : 177-192
ISBN : 978-2-917562-03-1
ISSN : 1270-6841

Référence électronique
Joseph Belletante, « Récit et légitimation : les États-Unis en guerre contre le terrorisme (2001-2004) », *Études de communication* [En ligne], 34 | 2010, mis en ligne le 01 juin 2012, consulté le 10 décembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/edc/1790 ; DOI : https://doi.org/10.4000/edc.1790

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Tous droits réservés

Récit et légitimation : les États-Unis en guerre contre le terrorisme (2001-2004)

Storytelling and the War on Terror (2001–2004)

Joseph Belletante

1 Les attentats du 11 septembre 2001 ont importé aux États-Unis, pour la première fois, le terrorisme du Moyen-Orient (Tertrais, 2004). Ils signent, symbolisent la destruction d'un récit politique national fondé sur la notion de « super-puissance »[1]. Le choc de ces actions terroristes a laissé un vide dans la narration politique et dans la manière de penser et de dire le passé, le présent et l'avenir. La situation impose aux détenteurs du pouvoir la reconstruction d'une grille de lecture qui organise le chaos, qui donne du sens à l'équilibre mondial assombri par une menace nouvelle, aussi peu lisible que visible.

2 Les producteurs du discours « post 11/9 » n'ont pas eu le temps de développer un récit élaboré, l'horreur et la portée des attentats aériens les ont en effet plutôt poussés à piocher dans les racines de la syntaxe américaine, dans les mythes populaires retenus lors de la fondation d'une démocratie dans ce pays, à retrouver des accents manichéens légèrement assoupis, et édulcorés, depuis la fin de la guerre froide[2] (Boniface, 2002, p. 14). Ils se sont ensuite logiquement adaptés aux circonstances, aux premières réactions des victimes et des observateurs, et ont peu à peu corrigé le vocable utilisé pour la mise en scène de leur lutte, leur combat contre le terrorisme aux quatre coins de la planète.

3 Ainsi, l'expression « guerre contre le terrorisme » se renouvellera dans un premier temps, celui d'une attaque militaire dirigée contre un ennemi diabolique, grâce à l'énoncé d'une « guerre contre la terreur » puis, dans un second temps, avec un discours plus protecteur et rassurant, faisant face à la réintroduction de la complexité du réel dans la stratégie des États-Unis, et qui aura pour thème principal la « guerre pour la liberté ».

4 L'étude de la narration politique a été récemment relancée en France avec l'étude du concept de *storytelling*, qui s'est imposé aux États-Unis depuis l'accession de Ronald

Reagan à la présidence du pays (Salmon, 2007, pp. 124-125). Le *storytelling* peut se définir comme un discours de constitution d'une histoire unique, qui donne un sens à des éléments fragmentés et qui permet à celui ou celle qui l'utilise de légitimer des messages ou des actions, de réaliser des intérêts personnels déterminés, de fédérer des clients, des téléspectateurs ou des électeurs (Poletta, 2006, p. 16). Cette histoire peut ainsi moduler les réactions et les émotions ressenties par des individus à propos d'un événement particulier (Wong, 1995, p. 147), et leur proposer d'intégrer à leur mode de raisonnement un ou plusieurs schémas et structures narratives faisant écho à certaines de leurs références mentales et imaginaires (Juarrero, 1999, p. 213).

5 Si la fabrication de récits constitue une des activités humaines primordiales (Turner, 1998, p. 15), celle-ci a donné lieu au cours du XXe siècle à l'apparition de techniques professionnelles variées, liées à l'élaboration de récits économiques, artistiques ou politiques, et qui ont longtemps cherché à se débarrasser du terme trop négatif de *propagande* (Bernays, 1928) pour augmenter leur champ d'influence, jusqu'à leur infiltration dans les sphères les plus actives du pouvoir. Nous allons nous intéresser ici aux usages politiques du récit américain de lutte contre le terrorisme, entre 2001 et 2004, c'est-à-dire pendant le premier mandat présidentiel de George W. Bush. Un récit qui profitera dans un premier temps de la période de deuil national et du sentiment d'unité du peuple américain, contrôlé et véhiculé par les médias (Lits, 2004) pour s'imposer dans l'espace du discours avant de laisser « officiellement » d'autres points de vue s'exprimer, par le biais des manifestations citoyennes ou des États eux-mêmes. Nous proposons ainsi de nous interroger sur la structure et sur l'efficacité de cette histoire, appréhendée comme une entreprise de légitimation par l'administration républicaine au pouvoir d'un agenda politique touchant autant aux interventions militaires extérieures (conflits en Afghanistan et en Irak) qu'aux affaires intérieures, par la cristallisation d'un rapport de force entre ennemis et défenseurs des valeurs démocratiques en vue des élections présidentielles de 2004.

6 Pour ce faire, nous avons choisi de mener une étude sur le contenu de quatre discours prononcés par le Président américain au cours de cette période. Des discours transformant en récit une parole qui, soit fonde la politique de lutte contre le terrorisme, soit gère cette politique au gré des contextes, si l'on s'en tient à la distinction mise en œuvre par Patrick Charaudeau (2005, p. 36). Ce corpus regroupe ainsi une allocution « fondatrice » devant le congrès le 20 septembre 2001, puis deux discours de politique étrangère prononcés, l'un devant les cadets de l'académie militaire de West Point (le 1er juin 2002), l'autre devant les élèves de l'université de Californie du Sud (le 9 mai 2003). Nous retiendrons par ailleurs une adresse aux partisans républicains lors de la convention du parti qui s'est tenue à New York, le 2 septembre 2004[3]. Ces trois derniers textes représentent chacun un pallier dans le combat mené par les États-Unis, une adaptation majeure de la matrice narrative produite en 2001, à savoir d'abord une justification a posteriori de la guerre menée en Afghanistan, puis une autre de celle conduite en Irak, et enfin un détournement de la rhétorique à des fins électorales individuelles.

Le récit, outil de légitimation d'un agenda politique et militaire

7 Les membres de l'administration Bush n'ont jamais caché leur penchant pour le storytelling [4] utilisé dans le but avoué de suggérer au peuple américain une politique étrangère axée sur la guerre contre le terrorisme. Le recours systématique aux métaphores guerrières ainsi qu'aux registres réalistes de la terreur dans les premiers discours prononcés par le président Bush après les attentats du 11 septembre prépare ainsi les citoyens américains et internationaux aux interventions militaires à venir, légitimant une politique interventionniste et axée sur les intérêts stratégiques nationaux (De Durand, 2001). Le récit soutenant la « guerre contre la terreur » apparaît ainsi dès les premiers paragraphes de l'adresse de George W. Bush au Congrès le 20 septembre 2001. Celui-ci distingue en effet cette guerre « d'un nouvel ordre » de celles menées dans le passé en Irak et au Kosovo afin de constituer une identité singulière et fédératrice pour ce combat d'une « civilisation ». Il s'agira cette fois, « d'aller plus loin », de « combattre tous les ennemis de la liberté » dans le monde, une liberté « assiégée » qui se doit d'être défendue par les Américains, « haïs » par des « criminels » qui veulent « éliminer tous les juifs et les chrétiens des vastes régions d'Asie et de l'Afrique » :

> Ce soir, nous sommes un pays éveillé au danger et appelé à défendre la liberté. Notre chagrin s'est changé en colère et la colère est devenue résolution. Que nous apportions nos ennemis à la justice ou bien que nous apportions la justice à nos ennemis, ce sera justice qui sera faite.

8 Nous pouvons donc facilement attribuer à chaque personnage intervenant directement dans cette histoire proposée par le gouvernement américain une figure d'actant, un rôle sémantique afin de dégager les différentes fonctions du récit. *Le citoyen américain* constitue le sujet du récit. Il y a eu un changement d'état en sa défaveur[5], les attentats du 11 septembre ont bousculé son équilibre psychique et physique, il doit désormais se battre pour restaurer l'ordre et la démocratie dans le monde, *faire triompher la liberté et la justice sur la terreur* (objet). Il lui faut pour cela, retrouver *les groupes terroristes* (opposants) qui l'ont attaqué pour les empêcher de nuire encore en évitant de tomber entre leurs mains ou d'essuyer un nouveau revers symbolique du terrorisme. Il sera aidé dans sa tâche par *l'armée américaine* (adjuvant) et sa force de frappe, guidé et conduit par *George W. Bush*, commandant en chef et garant de la nation (destinateur), qui fera son possible pour transmettre au *monde moderne* (destinataire) les valeurs de la démocratie américaine.

9 Le terroriste devenu opposant, détenteur d'une terreur sommant le sujet américain de se lever et de prendre les armes pour défendre son honneur et sa liberté ; voilà le scénario de la lutte des États-Unis, entrés en guerre « indéfiniment » (Tertrais, 2004) contre les terrorismes[6]. Dans ce combat, seule la démocratie est l'« antidote » (Vandehai, 2005). Si la réponse américaine aux attentats de 2001 a d'abord pris la forme d'un conflit de haute intensité en Afghanistan (*Enduring Freedom*) avant de se poursuivre avec l'opération *Iraqi Freedom* en 2003, le récit politique, lui, a basculé, modifiant l'attitude du héros de l'histoire, ce dernier passant du rôle de soldat dont la tâche est de déjouer les plans des groupes terroristes à celui de chevalier de la paix au Moyen-Orient. Le discours sur la terreur, mêlant *logos* et *pathos* au service d'un agenda militaire aura toutefois permis à l'administration Bush d'instaurer durablement le recours obligatoire à la force dans le

règlement des conflits. Les doctrines précédentes liées à l'endiguement ou à la dissuasion sont remplacées par la notion de guerre préventive, signe du caractère offensif des résolutions de Washington. Bien que l'ombre de Ronald Reagan plane sur l'État américain, les relations internationales seront désormais envisagées à la lumière d'un réalisme triomphant :

> Pendant le siècle dernier la politique étrangère des États-Unis était basée sur les doctrines de la guerre froide, des stratégies de dissuasion et d'endiguement. Dans certains cas, ces stratégies peuvent toujours s'appliquer. Mais de nouvelles menaces impliquent de nouvelles politiques. La dissuasion ne veut plus rien dire contre des réseaux terroristes invisibles sans nation ni citoyens à défendre. L'endiguement n'est pas possible quand des dictateurs déments avec des armes de destruction massive peuvent fabriquer d'autres armes et les transmettre à leurs alliés terroristes [...]. La guerre contre la terreur ne pourra pas être gagnée en restant sur la défensive. Nous devons attaquer l'ennemi et le mettre en déroute, confronter les pires menaces avant qu'elles n'émergent (Applaudissements). Dans le monde qui est le nôtre, le seul chemin vers la sécurité est le chemin de l'action. Et notre nation va agir (Applaudissements)[7].

10 Le discours de West Point conjugue ainsi les thèmes et les exemples classiques de la guerre contre le terrorisme[8] tout en y associant de nouveaux motifs, notamment ceux liés à l'existence de « dictateurs déséquilibrés » et d'« armes de destruction massive » :

> Le danger le plus grave qui menace la liberté se situe à la croisée périlleuse des chemins que sont le radicalisme et la technologie. Lorsque se produit une prolifération d'armes chimiques, biologiques et nucléaires et qu'existe la technologie pour la fabrication de missiles balistiques, même des États faibles et de petits groupes peuvent accumuler une puissance catastrophique leur permettant de frapper de grandes nations. Nos ennemis ont indiqué qu'ils avaient l'intention de le faire et nous les avons surpris en train d'essayer de se procurer ces armes terribles. Ils veulent obtenir la capacité de nous faire du mal ou de faire du mal à nos amis, de nous faire du chantage, et nous nous opposerons à eux avec toute notre force.

11 Cette attitude ouvertement dirigée contre l'Irak va bientôt froisser les partenaires politiques et économiques du pays. Le récit est peut-être allé trop loin et trop rapidement dans une direction autoritaire. L'administration américaine va ainsi réajuster le tir en privilégiant cette fois une philosophie démocratique d'ouverture, qui, plutôt que de dresser les nations les unes contre les autres, propose d'œuvrer en commun pour faire prospérer les valeurs d'égalité et de liberté. Bush confirme cette nouvelle ligne libérale du discours le 9 mai 2003 devant l'université de Caroline du Sud :

> Ce qui arrive au Moyen-Orient importe énormément à l'Amérique. L'amertume de cette région peut apporter de la violence et des souffrances dans nos villes. Faire avancer la liberté et la paix au Moyen-Orient peut endiguer l'amertume et renforcer notre propre sécurité. C'est pourquoi aujourd'hui, je veux discuter avec vous d'un grand projet pour cette nation. Nous allons utiliser notre influence et notre idéalisme pour remplacer les anciennes querelles par des nouveaux espoirs au Moyen-Orient (Applaudissements).

12 De la terreur à l'idéalisme, de la peur à l'espoir, tout le vocabulaire marqué par la violence du 11 septembre se nuance sans doute parce que, d'une part, s'élèvent des protestations internationales dénonçant l'attitude et les actions unilatérales des États-Unis, et, d'autre part, l'objectif de remilitarisation du pays a été atteint, la guerre contre l'Irak tant souhaitée par les conseillers du Président Bush ayant commencé :

> Le futur de la paix implique la défaite de la terreur [...]. Dans le combat d'Afghanistan, nous avons détruit un des régimes les plus oppressants de la planète, et nous avons éliminés presque tous les terroristes de son territoire [...]. Et dans le

> combat d'Irak, nous avons fait face à un régime qui aidait les terroristes, qui possédait des armes de destruction massive pour menacer la paix et persécuter son peuple. Ce régime n'est plus. (Applaudissements) [...]. Nous sommes déterminés à aider à la construction d'un Moyen-Orient qui grandira dans l'espoir plutôt que dans la peur. Grâce aux idéaux de notre nation, vous et moi ne vivrons pas dans une ère de terreur. Nous vivrons dans une ère de liberté.

13 Afin de justifier l'intervention américaine dans ce pays, la lutte contre le terrorisme qui s'était appuyée jusque-là sur la notion mobilisatrice de « terreur »[9], a pris la forme d'une guerre contre la prolifération nucléaire, puis d'une guerre contre les « dictatures » (Tertrais, *ibid.*, p. 34). Le discours s'adoucit. Cette nouvelle approche de la politique étrangère traduite par le récit dit vouloir se donner trois tâches principales : créer une communauté internationale de démocraties, lui donner les forces d'assurer sa sécurité et « apaiser » le désespoir des peuples asservis, terreau principal du terrorisme, et, enfin, « répandre » les bases nécessaires à l'établissement de régimes démocratiques stables dans le monde.

14 Le remodelage par les États-Unis du Moyen-Orient (Aoun, 2005) est au cœur de cette rhétorique débarrassée de ses accents belliqueux. Il y a bien sûr une ambition énergétique (pétrole et gaz naturel) de la part de l'Amérique, mais ce n'est pas tout, il y a plus essentiel. Le récit politique de la lutte contre le terrorisme va permettre un ancrage prolongé de l'armée nationale dans la région. Il va servir l'intérêt d'une politique désormais stratégiquement tournée vers l'Iran, la Russie et surtout la Chine, futur ennemi numéro un du gouvernement américain. La guerre contre le terrorisme doit continuer afin de conserver un maximum d'atouts militaires et stratégiques dans le cadre d'une hégémonie internationale (Kagan, 2003, pp. 138-139). Si la guerre continue, le récit doit régulièrement s'adapter, se moduler pour ne pas lasser ceux qui l'écoutent, maintenir la cohérence de l'action menée depuis septembre 2001 tout en rendant lisibles, accessibles au plus grand nombre les buts, et les méthodes employés afin d'y parvenir. L'histoire ne cesse cependant de maintenir un rapport de force indispensable à l'identité du sujet au centre de sa structure, préservant ainsi le degré d'identification des destinataires du message aux discours des locuteurs. En plaçant, dans la durée la thématique du mal au centre de son schéma narratif, l'administration américaine s'inscrit alors dans une volonté de dépassement du simple cadre militaire de ses objectifs pour nourrir notamment les ambitions présidentielles du gouvernement républicain, malgré le manque de résultats concrets dans les théâtres d'opérations.

La fixation d'un rapport de force pour optimiser les bénéfices politiques du récit

15 Dans sa théorie de la « masse double » (1966), Elias Canetti fonde l'hégémonie d'un État sur l'existence d'un ennemi reflétant et perpétuant la supériorité du titulaire de l'autorité politique. C'est parce que l'ennemi apparaît, peut être représenté comme une menace que la puissance d'un État s'entretient. La disparition du bloc soviétique à la fin de la guerre froide a considérablement gêné l'exercice de la puissance américaine au niveau international, et il a fallu qu'elle désigne rapidement la nouvelle entité sur laquelle s'appuyer, tant au niveau idéologique que narratif.

16 Le terrorisme a commencé à jouer ce rôle au cours des années 1990, mais ce sont véritablement les attentats du 11 septembre 2001 qui l'ont fait accéder au statut d'ennemi

prioritaire (Russell, 2005) structurant à lui seul un faisceau de scénarios nationaux stratégiques, impliquant par là même un vocabulaire particulier propre à la forme originale du nouvel ennemi en question. La définition que fait l'Amérique du terrorisme est volontairement vague, imprécise[10]. Elle se met en place à partir de la propre mise en scène des groupes terroristes, et notamment celle d'Al-Qaida qui insiste sur « l'invisibilité » et « l'imprévisibilité »[11] de ses troupes et de ses dirigeants. L'administration Bush utilisera cette argumentation menaçante pour fonder la rapidité et la force de ses réponses militaires sur le terrain :

> L'Amérique a été attaquée par un ennemi impitoyable et ingénieux [...]. Notre sécurité exigera les meilleurs services de renseignement possible afin de mettre à jour les menaces dissimulées dans les grottes ou cultivées dans les laboratoires [...]. Nous lèverons cette sinistre menace qui pèse sur notre pays et sur le monde [...]. Par le passé, les ennemis avaient besoin de grandes armées et de grandes capacités industrielles pour mettre en danger le peuple américain et notre nation. Les attaques perpétrées le 11 septembre n'ont nécessité que quelques centaines de dollars entre les mains de quelques dizaines d'hommes diaboliques et pleins d'illusions[12].

17 L'administration Bush a donc développé une rhétorique généralisante autour du concept d'Al-Qaida, désigné responsable principal des attentats commis sur le sol américain, devenu représentant du Mal par le biais du *storytelling*. Dans le discours du 20 septembre 2001, George W. Bush ne fait pas mystère de l'identité des terroristes à retrouver :

> Ce groupe et son leader, un homme appelé Osama bin Laden, sont reliés à de nombreuses organisations dans différents pays, dont le Jihad islamique égyptien et le mouvement islamique d'Ouzbékistan. Il y a des milliers de ces terroristes dans plus de soixante pays. Ils sont recrutés par leurs propres nations et par leurs voisins, et amenés dans des camps en Afghanistan par exemple, où ils sont entrainés aux tactiques de la terreur. Puis ils sont renvoyés chez eux ou envoyés se cacher dans d'autres pays dans le monde pour préparer des plans maléfiques et destructeurs.

18 Il donne néanmoins une forme pédagogique à son exposé en mettant d'emblée quatre questions dans la bouche des citoyens américains : « Qui a attaqué notre pays ? Pourquoi les terroristes nous détestent-ils ? Comment allons-nous remporter cette guerre ? Qu'est ce que l'Amérique attend de nous ? ». Cette posture expressive, où le Président des États-Unis fait lui-même les questions et les réponses, souligne la vision manichéenne du conflit à venir entre la civilisation américaine et l'obscurantisme de leur ennemi :

> La liberté et la peur, la justice et la cruauté ont toujours été en guerre, mais nous savons tous que Dieu a choisi son camp[13].

19 Le terroriste, qui est l'agresseur, va ainsi perdre sa place au premier plan de l'histoire, en tant que déclencheur du récit au profit de l'agressé qui crée un rapport de force bouleversant l'ordre établi et s'intronise défenseur d'une civilisation, véritable héros du monde moderne. Le nouveau scénario des « bons » contre les « méchants » renverse a fortiori l'axe du conflit narratif et pose l'Amérique au centre d'une guerre contre le terrorisme, mais aussi pour la liberté. Dès lors, une fois rempli le vide sémantique généré par les attentats, la volte-face américaine peut s'organiser. Elle va tourner dans un premier temps autour des quatre affirmations suivantes (Sicherman, 2002, pp. 219-220) : Le terrorisme est l'adversaire ; il est international (lié à des États) ; le front est partout (à l'intérieur comme à l'extérieur) ; chaque État doit choisir son camp.

20 Cette organisation rhétorique, centrée autour de la guerre contre la terreur, appuie sa base lexicale sur un vocabulaire issu d'idéologies aussi variées que le néo-conservatisme, le fondamentalisme religieux et le réalisme politique (Tertrais, 2004). Ainsi, la guerre « au terrorisme » ou « contre le terrorisme » appartient au registre *réaliste* de la palette linguistique gouvernementale, tandis que la lutte contre le « mal » fait référence aux représentations défendus par le courant évangéliste, dont font partie de nombreux membres de l'administration Bush. La terreur, enfin, se rapporte à la culture politique néo-conservatrice modernisée par Ronald Reagan qui n'hésitait pas à appliquer le constat de « terreur » à la fois dans des situations intérieures (inflation des prix) ou extérieures (l'État Soviétique)[14].

21 Afin d'appuyer la fonction émancipatrice de l'invasion américaine en Irak, le récit en général, et le récit politique en particulier, transforme donc le négatif en positif. Cette positivité permet à celui qui raconte l'histoire de se placer au centre de celle-ci, et d'organiser le monde à partir d'une grille de lecture donnant un rôle d'adversaire unique à ceux qui l'empêchent de réaliser ses désirs, ses volontés, et d'entraîner avec lui l'opinion des destinataires de l'histoire nouvelle.

22 Le président Bush va saisir cette opportunité pour étendre le champ d'influence du récit à la politique intérieure et à son avenir politique. Élu avec moins de voix que son adversaire démocrate lors du scrutin le menant à son premier mandat présidentiel, Bush a du mal à se forger un destin politique en dehors de l'héritage de son père, George Sénior. Son expérience en tant que gouverneur du Texas n'a par ailleurs pas suffi à éliminer les doutes de l'opinion concernant sa capacité à gouverner. Présidentiable, il devient le destinateur du récit, l'actant souverain, source et garant des valeurs démocratiques.

23 Il peut ainsi soigner l'image qu'il donne de lui-même à travers ses discours et mettre en valeur l'*ethos* à l'intérieur du récit[15] (Charaudeau, *ibid.*, p. 87). En basant ses propos sur une histoire digne des « *Mille et une nuits* »[16], il prive par ailleurs ses adversaires de munitions à propos de son bilan militaire et dénonce leur manque de clarté dans les points développés par leur argumentation :

> L'histoire, l'histoire de l'Amérique est l'histoire de la liberté en marche : un cercle toujours plus large, qui s'étend constamment pour aller plus loin et inclure davantage. L'engagement fondateur de notre nation demeure notre engagement le plus profond : dans le monde, et chez nous, nous étendrons les frontières de la liberté [...]. Encore, et toujours, mes opposants et moi avons des approches différentes sur ce sujet [...]. Ce n'est pourtant pas compliqué de soutenir nos troupes dans le combat [...]. Avec moi vous savez ce en quoi je crois et ce pour quoi je me bats[17].

24 Bush tire le maximum de bénéfices politiques des actions militaires des États-Unis sur le terrain. Il devient dès lors un chef des armées avec un pouvoir inédit, une puissance qu'il faut garantir par des victoires et des avancées importantes sur le terrain des conflits. Il se pose en chef d'orchestre d'un redressement de l'Amérique et s'engage parallèlement à se représenter en 2004 pour poursuivre son travail, qui, par essence, n'a pas de fin puisqu'il est dirigé contre la terreur[18].

Conclusion

25 Nous avons donc vu que le récit de lutte contre le mal mis au point par l'État américain entre 2001 et 2004 aura permis de légitimer des mesures politiques intérieures et

extérieures tout en favorisant un climat sécuritaire bénéficiant au final au candidat Bush qui prolonge son premier mandat présidentiel de quatre années supplémentaires à la Maison-Blanche. Le président utilise ainsi le *storytelling* pour se maintenir au pouvoir, il raconte son histoire en l'adaptant au contexte international ou bien utilise l'histoire des autres pour se mettre en valeur[19]. Mais l'enlisement des troupes américaines en Irak va petit à petit effriter son image de sauveur et révéler son impuissance à imposer les volontés de son administration au Moyen-Orient. L'excès de simplification narrative ne permet donc plus la maîtrise du récit du réel et nuit à ses auteurs qui perdent par là même le monopole de la scénarisation nationale au profit du camp démocrate et des citoyens qui se réapproprient une part de la puissance d'interprétation des événements[20]. La lassitude du public, en quête d'authenticité (Engelhardt, 1998, pp. 16-36) et la persistance de problèmes intérieurs, économiques surtout, appellent la création d'une nouvelle histoire, mais surtout de nouveaux destins politiques capables de soutenir une fiction cohérente, qui éloigne encore autant que possible la complexité des relations internationales.

BIBLIOGRAPHIE

Aoun, S., (2005), *Le remodelage du Moyen-Orient, de l'Irak à la Syrie*, Montréal, *Études Raoul-Dandurand*, 32 p.

Bernays, E., (1928), *Propaganda*, New York, Horace Liveright, 145 p.

Boniface, P. et Hassner, P., (2002), *Réflexions critiques sur la scène internationale*, in *Revue Internationale et Stratégique*, n° 46, pp. 11-20.

Canetti, E., (1966), *Masse et puissance*, Paris, Gallimard, 527 p.

Charaudeau, P., (2005), *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Pairs, Vuibert, 256 p.

David, C. P., (2004), *Au sein de la Maison-Blanche – La formulation de la politique étrangère des États-Unis*, Montreal, Presses universitaires de Laval, 521 p.

De Durand, E., (2001), *Des différents usages du terme guerre et de leur signification dans les représentations politiques américaines*, in *Transatlantica*, 23 mars 2001.

Edelman, M., (1988), *Constructing the Political Spectacle*, Chicago, Chicago University Press, 142 p.

Engelhardt, T., (1998), *The End of Victory Culture*, Boston, University of Massachusetts Press, 387 p.

Genovese, M., (1998), *The paradoxes of the american presidency*, New York, Oxford University Press, 438 p.

Greimas, A. J., (1966), *Sémantique structurale*, Paris, Larousse, 262 p.

Kaase, M. et Newton, K., (1995), *Beliefs in Governments*, New York, Oxford University Press, 240 p.

Juarrero, A., (1999), *Dynamics in Action, Intentional Behavior as a Complex System*, Cambridge, MIT Press, 288 p.

Kagan, R., (2003), *Strategic dissonance*, in *Survival*, hiver 2002-2003, pp. 138-139.

Lakoff, G., (2005), *War on Terror, Rest In Peace*, Rockridge Institute, 1er Août.

Lits, M., (2004), *Du 11 septembre à la riposte. Les débuts d'une nouvelle guerre médiatique*, Bruxelles, De Boeck, INA, 154 p.

Martin, W., (1996), *With God on Our Side : The Rise of the Religious Right in America*, New York, Broadway Books, 385 p.

Morris, R., (1997), *Behind the Oval Office : Winning the presidency in the nineties*, New York, Random House, 359 p.

Mutz, D. C., (1998), *Interpersonal Influence. How perception of mass collectives affect political attitudes*, Cambridge, Cambridge University Press, 356 p.

Poletta, F., (2006), *It Was Like a Fever : Storytelling in Protest and Politics*, Chicago, University of Chicago Press, 256 p.

Rampton, S. et Stauber, J., (2003), *How to sell a war*, in *In These Times*, 4 août.

Russel, J. A. et Casebeer, W. D., (2005), *Storytelling and Terrorism : Towards a Comprehensive Counter-Narrative Strategy*, in *Strategic Insights*, Volume 4, Issue 3, Mars, pp. 1-16.

Rosenberg, S. W., (1988), *The structure of political thinking*, in *Amercian journal of political science*, vol. 32, n° 3, pp. 539-566.

Salmon, Ch., (2007), *Storytelling, La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris, éditions La Découverte, 239 p.

Sicherman, H., (2002), *Finding a foreign Policy*, in *Orbis*, printemps 2002, pp. 219-220.

Snow, N., (2003), *Information War, American Propaganda, Free Speach and Opinion control since 9/11*, New York, Seven Stories Press, pp. 84-85.

Stiegler, B., (2003), *Aimer, s'aimer, nous aimer, du 11 septembre au 21 avril*, Paris, Galilée, 92 p.

Swanson, D. et Nimmo, D., (1990), *New Directions in Political Communication*, Londres, Sage, 413 p.

Tertrais, B., (2004), *La guerre sans fin. L'Amérique dans l'engrenage*, Paris, Seuil, 96 p.

Turner, M., (1998), *The Literary Mind*, New York, Oxford University Press, 208 p.

Vandehai, J., (2005), *Bush Calls Democracy Terror's Antidote*, in *The Washington Post*, 9 mars.

Wong, M. CH. P., (1995), *The effects of story schemata on narrative recall*, Hong-Kong, Lang Book Chapters, pp. 147-149.

Worth, S. et Gross, L., (1974), *Symbolic strategys*, in *Journal of Communications*, 24, pp. 27-39.

NOTES

1. Proclamation de George W. Bush, *National Pearl Harbor Remembrance Day*, 6 décembre 2002 : « Des ruines de Pearl Harbour, l'Amérique construit la plus solide des flottes dans le monde et émerge en tant que super-puissance pour mener une coalition des alliés à la victoire finale contre le mal dans la deuxième guerre mondiale ».

2. L'administration Bush profitera du renouvellement de cette narration projetant un schéma bipolaire entre « bien » et « mal » pour faire basculer l'attitude américaine référentielle de *soft*

power, incarnée principalement par le gouvernement Clinton, en *hard power*, propre à faire intervenir régulièrement les forces armées dans les conflits internationaux.

3. Les trois premiers discours sont disponibles sur le site www.america.gov et traduits de l'anglais vers le français par le département d'État américain, et le quatrième sur le site du comité national républicain : www.gop.com.

4. Dans son article « Whitout a doubt, faith, certainty and the presidency of George W. Bush », paru dans le *New-York Times* le 17 octobre 2004 , le journaliste Ron Suskind rapporte les propos d'un proche conseiller du Président qui lui aurait dit au cours de l'été 2002, à propos de l'Amérique : « Nous sommes un empire maintenant. Lorsque nous agissons, nous créons notre propre réalité [...]. Nous sommes les acteurs de l'histoire ».

5. Ce que Greimas (1966) intitule « perte, manque ou désir ».

6. Il convient de préciser que le sens du mot guerre varie selon les cultures, et qu'il constitue pour l'Amérique la traduction de l'action privilégiée de l'administration et de l'État, pour consolider sa position au niveau international (De Durand, 2006).

7. *President Bush Delivers Graduation Speech at West Point*, 1er juin 2002.

8. « Nous sommes bel et bien dans un conflit entre le bien et le mal, et l'Amérique appellera le mal par son nom. En nous attaquant au mal et aux régimes sans loi, nous ne créons pas un problème, nous le révélons. Et nous dirigerons la lutte mondiale pour nous y opposer ».

9. En associant le terrorisme à un « réseau global de la terreur », qu'il faut détruire « comme une mauvaise herbe, là où elle pousse », l'administration Bush « terrorise » à son tour son public, et lui propose de choisir entre les deux seules catégories d'identification possible selon elle, que sont « la liberté » et « la peur ». Choisir la liberté revient ainsi à se ranger sans réserve du côté du pouvoir Américain, la solution inverse conduit à intégrer les visées de « l'axe du mal » (les termes entre parenthèses de cette note sont issus du discours du 20 septembre 2001).

10. Le ministère de la défense y voit un « recours délibéré à la violence illicite qui est destiné à inspirer la peur pour contraindre ou intimider les pouvoirs publics ou la société, en vue de fins qui sont généralement d'ordre politique, religieux ou idéologique ». Voir le *Department of Defense Dictionary of Military and Associated Terms*, p. 531.

11. Voir le numéro 13 des *Cahiers de Médiologie* consacré à « La scène terroriste » coordonné par Catherine Bertho Lavenir et François-Bernard Huyghe, Gallimard, 2002.

12. Extraits du discours du président Bush à l'Académie Militaire de West Point, le 1er juin 2002.

13. Extraits du discours du président Bush devant le Congrès américain le 20 septembre 2001.

14. Dans son discours inaugural du 20 janvier 1981, Reagan entend « mettre fin à l'inflation, ce qui veut dire libérer chaque américain de la terreur des prix qui augmentent sans cesse ». Le terme de « terreur » sera appliqué au régime soviétique dans son cinquième discours sur l'État de l'union, le 4 février 1986 : « La menace des forces soviétiques pour la domination, pour le développement de l'espionnage et la terreur d'État demeure importante ».

15. « Le devoir le plus solennel du président américain est de protéger le peuple américain. Si l'Amérique montre de l'indécision et de la faiblesse dans cette décennie, le monde dérivera vers la tragédie. Cela n'arrivera pas sous ma direction. Je me représente avec un plan clair et positif pour bâtir un monde plus sûr et une Amérique plus optimiste » (Bush, 2004).

16. Voir *Karl Rove's Scheherazade Strategy*, par Ira Chernus, sur le site Tomdispatch.com, et aussi le livre *Monsters to Destroy : The Neoconservative War on Terror and Sin*, Paradigm Publishers, 2006.

17. Extraits du discours prononcé par George W. Bush à la convention républicaine de New-York, le 2 septembre 2004.

18. Le linguiste George Lakoff de l'institut Rockridge considère d'ailleurs en 2006 que l'intérêt politique de l'utilisation du terme de « terreur » dans les stratégies nationales internes et externes se situe essentiellement dans l'aspect vague et abstrait du mot qui permet d'envisager une guerre sans fin. « La terreur ne peut en effet être détruite par des armes ou par la signature d'un traité ». Il peut ainsi se substituer régulièrement au « terrorisme » dont les manifestations

sont, elles, susceptibles d'être recensées, conférant aux actions menées contre celles-ci une base d'évaluation contradictoire avec la construction d'un discours politique sur le long terme.

19. Bush se sert notamment de l'histoire d'Ashley Lynn, fille d'une victime de l'attentat du World Trade Center, dans une courte vidéo électorale quelques semaines avant le scrutin (*Ashley's story*) pour renforcer son image protectrice de Commandant en chef.

20. Lors d'une enquête menée par USA Today/Gallup entre les 28 et 30 avril 2006, 56 % des sondés ont estimé que leur président était « malhonnête » et qu'il choisissait « par copinage » les dirigeants du pays. Ils sont 61 % à estimer que le gouvernement fédéral ne s'occupe pas d'eux, et 58 % à élargir leur défiance envers les institutions aux médias d'information. Le sondage réalisé par Lichtman/Zogby quelques jours auparavant (22-26 avril) indique quant à lui que 76 % des participants à l'enquête considèrent que le Congrès américain n'est plus digne de confiance, et que 44 % des États-uniens pensent que George W. Bush a instrumentalisé les attentats pour pousser à la guerre contre l'Irak.

RÉSUMÉS

Cet article s'intéresse à la formation comme à la structure du récit de « Guerre contre la terreur », généré par l'administration Bush après les attentats terroristes de septembre 2001 aux États-Unis. Un récit basé sur un rapport de force entre le bien et le mal et qui tentera de légitimer à la fois des mesures politiques et militaires extérieures ainsi que des stratégies électorales nationales avant d'être rattrapé par la complexité des conflits engagés.

The geopolitical concept of the War on Terror was created by the George W. Bush administration following the 9/11 events. The White House invented a classic good-against-evil narrative and tried to turn the 2004 election into a moral drama. This storytelling was able to divert voters' attention away from the state of the war by evoking the great collective myths of the US imagination. Our paper focuses on how stories embellish political reality and how this ideological use of meaning serves mainly the interests of a particular political vision.

INDEX

Mots-clés : terrorisme, États-Unis, storytelling, narration politique, administration Bush, communication politique

Keywords : terrorism, United States, storytelling, political narrative, Bush administration, political communication

AUTEUR

JOSEPH BELLETANTE

ENS-LSH, Laboratoire Triangle (CNRS – UMR 5206)

Joseph Bellante est post-doctorant au laboratoire Triangle ENS-LSH (CNRS UMR 5206). Ses thème de recherche portent sur Médias, Récits et Gouvernance (Travaux : « Contributions des

séries américaines de fiction à la formulation des jugements sur le politique », Thèse soutenue à l'Université Lumière Lyon 2 en 2008 sous la direction de Jean-Louis Marie (Président : Jacques Gerstlé). Adresse électronique : joseph.belletante@gmail.com.